

Crucifix : la faiblesse d'une politique sans religion

Article rédigé par *Mgr Giampaolo Crepaldi**, le 06 novembre 2009

[Communiqué] — L'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme condamnant l'Italie à retirer les crucifix des salles de classes est une erreur profonde. En soi, l'éviction des symboles religieux de l'espace public est un acte qui relève de l'absolutisme et de l'intégrisme.

C'est un signe non de la laïcité, mais de l'arrogance du pouvoir politique qui veut imposer un espace public sans religion. Sous le prétexte de ne pas discriminer les croyants d'autres religions, la religion en tant que telle est discriminée, et se voit réduite à une affaire privée.

En outre, en Europe, la religion chrétienne est un élément constitutif de la culture sociale et politique. Sans racines, il n'y a pas de liberté ; sans identité, il n'y a pas de véritable dialogue.

Mais la raison la plus importante pour laquelle la décision de la Cour doit être considérée comme une faute, c'est que la politique, en se proclamant indifférente à toutes les religions, se déclare impuissante à évaluer rationnellement les propositions religieuses.

Le christianisme ne demande pas seulement à la raison politique d'accepter sa présence historique pour des raisons culturelles — les racines de l'Europe — mais parce qu'il aide la société à être meilleure, à contribuer au bien commun, à élever les âmes à ce qui est vrai et bon, en d'autres termes à sa vérité. Le crucifix représente la vérité de l'homme, les valeurs de la vie et de l'amour, pour tout un chacun, croyant ou non croyant.

Une politique indifférente aux religions, ou qui les réduirait à un sentiment personnel ou privé, en viendrait tout d'abord à se renier elle-même, ainsi que sa capacité, laïque et rationnelle, à saisir la vérité de la religion et des religions. Une raison politique aussi faible serait dangereuse. En l'absence de foi en elle-même, elle cèderait sur un certain nombre de domaines où la dignité humaine est en danger.

* **Mgr Crepaldi** est archevêque de Trieste, président de l'[Observatoire international Cardinal-Van-Thuan](#) sur la doctrine sociale de l'Église.

© Traduction française Liberté politique.com

Sur ce sujet, lire aussi :

[Crucifix interdits : "L'Europe ne nous laisse que les citrouilles" \(les réactions en Italie et au Vatican\)](#)

[Europe : seul l'athéisme a droit de cité \(analyse\)](#)
